



RCS : TOURS
Code greffe : 3701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 01281
Numéro SIREN : 789 685 997
Nom ou dénomination : G.D.K.

Ce dépôt a été enregistré le 30/11/2012 sous le numéro de dépôt 6251

AUDITEOM
David PROUST
14, rue de la fosse marine
37100 TOURS

12 B 1281

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOURS
30 NOV. 2012
Me B. LAISNE Greffier Associé
GREFFE RGS

212

Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie Régionale d'Orléans

2012R6251

SARL G.D.K. (EN COURS DE CONSTITUTION)
Zone Industrielle Sud
Rue Carnot
37130 Langeais

**APPORT DE TITRES SCG PAR MONSIEUR DENIS GARCIA
A LA SOCIETE G.D.K.**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

H

**APPORT DE TITRES SCG PAR MONSIEUR DENIS GARCIA
A LA SOCIETE G.D.K.**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

A l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le futur associé unique de la société G.D.K. en date du 30 octobre 2012, concernant l'apport en nature des parts sociales SCG devant être effectué par Monsieur Denis GARCIA dans le cadre de la constitution de cette société, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L. 223-9 du Code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de statuts qui nous a été fourni. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur d'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature. Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

- 1. Présentation de l'opération et description des apports**
- 2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports**
- 3. Conclusion**



1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur Denis GARCIA, lors de la constitution de la SARL G.D.K., vise à constituer une holding devant regrouper, à terme, l'ensemble des activités exercées par différentes entités qu'ils détiennent ou contrôlent.

1.2. Présentation des sociétés et/ou des parties et intérêts en présence

1.2.1. Personnes physiques apporteurs

La société G.D.K. va être constituée par l'apport des titres de la société SCG actuellement détenue par :

- Monsieur Denis GARCIA demeurant 17 chemin des roses - 37300 Joué les Tours
- La SAS SOLANDIS Développement dont le siège social est situé rue Carnot - Zone industrielle Sud - 37130 Langeais.

1.2.2. Société bénéficiaire G.D.K.

Conformément au projet de statuts, il est prévu que G.D.K. soit une société à responsabilité limitée au capital de 637 500 euros divisé en 637 500 parts sociales de 1 euro chacune et ayant son siège social rue Carnot - Zone industrielle Sud - 37130 Langeais.

1.2.3. Société SCG dont les titres sont apportés

SCG est une société à responsabilité limitée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est rue Carnot - Zone industrielle Sud - 37130 Langeais. Son capital, composé de 5 000 parts sociales, est détenu par :

- Monsieur Denis GARCIA : 2 501 parts sociales
- La SAS SOLANDIS : 2 499 parts sociales

Elle a notamment pour objet :

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise de location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets commerciaux.
- La fourniture de tous services et de toutes prestations à ces entreprises dans les domaines technique, financier, administratif, juridique, immobilier, comptable, etc...

Au moment de l'opération, la société SCG détient 50% de la SAS AZAYDIS, l'autre actionnaire égalitaire étant le groupe Carrefour à travers sa société d'exploitation AMIDIS et Cie.

La SAS AZAYDIS est une société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros, dont le siège social est situé au lieudit La Loge- 37190 Azay le Rideau. Son capital, composé de 10 000 actions, est détenu par :

- La SARL SCG : 5 000 actions
- La SAS AMIDIS et Cie : 5 000 actions

D'autre part, la SAS AZAYDIS détient la SCI AZIMMO à hauteur de 99,33%.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de statuts. Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport : date d'effet, comptes servant de base à l'opération, régimes juridique et fiscal adoptés

L'apport sera réalisé avec effet à la date de création de la société G.D.K.. Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du code de commerce.

En application des dispositions de l'article 150-0 B du code général des impôts, les apporteurs entendent bénéficier du sursis d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange de leurs titres respectifs de la société SCG contre les titres émis au titre de la création de la société G.D.K.. En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

1.3.2. Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à la constitution définitive de la société G.D.K..

1.3.3. Rémunération de l'apport

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Denis GARCIA, 637 500 parts sociales de 1 euro de valeur nominale chacune.

1.3.4. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties.

1.4.2. Description de l'apport

Les titres de la société SCG, dont l'apport est envisagé à titre de constitution de la société G.D.K., ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 1 275 288 euros, soit 255 euros par part sociale. Ainsi, sur un total de 2 501 parts sociales SCG détenues par Monsieur Denis GARCIA, 2 500 parts sociales seront apportées pour un total évalué à 637 500 euros.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. Diligences accomplies

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Nous avons notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- examiné le protocole d'accord cadre du 3 octobre 2012 ;
- pris connaissance de l'activité des sociétés SCG, AZAYDIS et AZIMMO au regard de la situation comptable au 30 juin 2012
- vérifié l'approche d'évaluation mise en œuvre par les parties ;
- vérifier, jusqu'à la date de ce rapport, l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

Enfin, nous avons obtenu de la part du dirigeant apporteur de parts sociales de SCG de nous confirmer l'exhaustivité des informations transmises sur cette opération ainsi que l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant remettre en cause la valeur des apports.

Ces diligences ont été effectuées dans le cadre d'une intervention particulière ayant pour objet l'appréciation d'une valeur par référence à des critères identifiés et au regard d'objectifs définis ; elle ne constitue, en conséquence, ni une mission d'audit ni une mission d'examen limité.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par une personne physique. Aux termes du projet de statuts, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts sociales de SCG en tant que valeur d'apport. Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Denis GARCIA des parts sociales SCG, objet du présent apport.

2.4. *Appréciation de la valeur de l'apport*

L'apport porte sur des parts sociales représentant 50% du capital de SCG. Cette société holding a pour principale activité la gestion de la détention de 50% des titres de AZAYDIS (société exploitant le fonds de commerce d'un Carrefour Market à Azay le Rideau). La société AZAYDIS détient 99,33% des parts sociales de la SCI AZIMMO. Sur la base de la méthode indiquée dans le protocole d'accord cadre du 3 octobre 2012, la valeur globale de SCG a été déterminée de la façon suivante :

<i>en K€</i>	<u>AZIMMO</u>
Valeur d'acquisition de l'immeuble	2 676
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 314
Survaleur d'actif	362
Capitaux propres AZIMMO 31/12/2011	-169
Valeur 100% des titres SCI AZIMMO	192
Valeur des titres détenus par SCG (99,33%)	191

Le solde d'emprunts s'élevait à 2 258 K€ au 31 décembre 2011. Les résultats de la SCI sont positifs depuis 2011 (+24 K€) en raison de la diminution constante des intérêts. Cette tendance est confirmée au 30 juin 2012. Cette valorisation n'appelle pas de commentaire spécifique. Elle tient compte d'un endettement relativement élevé et de capitaux propres négatifs.

<i>en K€</i>	<u>AZAYDIS</u>
CA TTC 2011 (hors carburant)	13 884
Coefficient (nombre de mois sur protocole)	5
Valorisation	5 785
Capitalisation sur 10 ans des loyers annuels	-2 310
Capitalisation sur 10 ans de la taxe foncière et des charges locatives	-195
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 271
Valorisation des 99,33% des titres SCI AZIMMO	191
Valeur nette comptable des titres SCI AZIMMO	-1
Survaleur d'actif	1 199
Capitaux propres AZAYDIS 31/12/2011	1 687
Valeur 100% des titres AZAYDIS (inclus SCI AZIMMO)	2 886
Valeur des titres détenus par SCG (50%)	1 443

Le solde de trésorerie disponible au 31 décembre 2011 s'élève à 1 M€. Le fonds de commerce activé pour 1 245 K€ a été correctement retraité. La revue des comptes au 30 juin 2012 fait apparaître une stabilité du chiffre d'affaires et une rentabilité générale en amélioration.

Cette valorisation n'appelle pas de commentaire spécifique.

<i>en K€</i>	<u>SCG</u>
Valeur des titres détenus par SCG (50%)	1 443
Valeurs nettes comptables des titres AZAYDIS	-500
Capitaux propres SCG 31/12/2011	332
Valeur 100% des titres SCG	1 275
Valeur des titres apportés par Monsieur Denis GARCIA (50%)	638

Compte tenu de son activité de holding, il n'a pas été jugé nécessaire d'établir des comptes semestriels 2012 pour SCG. Selon le management, aucun événement particulier n'a été constaté sur cette période qui pourrait remettre en cause la valeur globale d'apport.

Sur la base et au terme de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments susceptibles de venir remettre en cause la valeur globale d'apport dans le cadre de la présente opération en regard de notre objectif visant à nous assurer de la non surévaluation des apports dans la mesure où cet apport est valorisé sur la base d'un protocole d'accord cadre qui devra être confirmé dans les différents actes juridiques en cours d'élaboration. Les valorisations devraient être modifiées pour tenir compte des situations au 30 juin 2012. Nous nous sommes assurés que ces situations n'entraînaient pas une surévaluation significative de la valeur globale des apports.

3. CONCLUSION

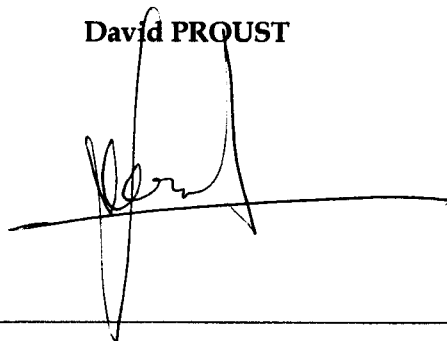
Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 637.500 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Tours le 14 novembre 2012

Le commissaire aux apports,

AUDITEOM

David PROUST



2012 B 1281

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOURS
30 NOV. 2012
Me B. LAISNE Greffier Associé GREFFE - RCS

112

G.D.K.

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 637 500 Euros
Siège social : Zone Industrielle Sud, Rue Carnot
37130 LANGEAIS

2012 B 1281

STATUTS

Monsieur Denis GARCIA, Né le 17 Janvier 1974 à BLOIS (41), demeurant 17 Chemin des roses à 37300 JOUE LES TOURS, de Nationalité Française, Marié avec Madame Tatiana LORENZON, le 5 Septembre 2000 à ALBANO LAZIALE (ROME) sous le régime de la séparation de biens,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE qu'il a décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une **Société à Responsabilité Limitée** régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises, groupements d'intérêts économique ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Le conseil et l'assistance commerciale, technique, administrative et financière.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, foncières ou de gestion pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « **G.D.K.** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Zone Industrielle Sud, Rue Carnot , 37130 LANGEAIS.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associée unique ou en cas de pluralité d'associés, par la prochaine décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associée unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apports en numéraire : NEANT

Apports en nature

- ❖ **Monsieur Denis GARCIA apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, la pleine propriété des DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) parts sociales** de 10 Euros de valeur nominale chacune, lui appartenant, numérotées de **1** à 2 500 formant partie du capital **de la Société SARL SCG**, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 50 000 Euros, dont le siège social est situé Zone industrielle Sud, rue Carnot 37 130 LANGEAIS, immatriculée au RCS sous le numéro 493 268 429 RCS TOURS.

Lesdits biens sont estimés à la somme de SIX CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (637 500,00 €), soit DEUX CENT CINQUANTE CINQ EUROS (255 €) l'action.

La valeur attribuée aux apports décrits ci-dessus est celle proposée par le Cabinet AUDITEOM représenté par Monsieur David PROUST, sis 14 Rue de la Fosse Marine à 37100 TOURS, désigné en qualité de Commissaire aux Apports par Monsieur Denis GARCIA, en sa qualité d'Associé fondateur de la SARL GDK, et ce, selon **Rapport Annexé** au présent contrat.

La propriété des parts sociales apportées et la libre disposition de l'apporteur de ces parts, résulte de la souscription de l'apporteur au capital de la SARL S.C.G. à la constitution de la société, intervenue le 05 Décembre 2006.

La SARL G.D.K., sera propriétaire des DEUX MILLE CINQ CENTS (2 500) parts sociales parts sus-désignées, qui lui sont apportées à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'apporteur déclare qu'il n'a jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire et que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié, en outre, que les parts apportées n'ont pas fait l'objet d'un transfert en garantie, ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers, et l'apporteur a la libre disposition des parts sociales qu'il apporte.

L'apporteur affirme, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Rémunération des apports

- ❖ En rémunération de l'apport ci-dessus consenti à la Société par Monsieur Denis GARCIA et évalué à SIX CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (637 500,00 €), il est attribué à Monsieur Denis GARCIA, SIX CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS (637 500) parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1 €) chacune, numérotée de 1 à 637 500, entièrement libérées.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **SIX CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (637 500,00 €)**, divisé en **SIX CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS (637 500) parts de UN EURO (1 €) chacune**, entièrement libérées, **numérotées de 1 à 637 500** et attribuées en totalité à Monsieur Denis GARCIA, Associé unique, en rémunération de son apport en nature.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associée unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associée unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associée.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associée unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associée unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Monsieur Denis GARCIA, Associé unique, assure la gérance de la Société sans limitation de durée.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

S'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associée unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associée unique, gérante ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associée unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associée unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associée unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Elle ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par elle et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes sociaux et pour toutes autres décisions prises sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le dixième des associés, le dixième des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1^{er} Janvier** et finit le **31 Décembre**.

Par exception, le **premier exercice** commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et **se terminera le 31 décembre 2013**.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elle établit un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, et les activités en matière de recherche et de développement.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la gérance, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

La gérance dépose les documents énumérés par l'article L. 232-22 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, est seul gérant, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associée unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associée unique ou l'assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associée unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associée unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associée unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associée unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - OPTION POUR L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Conformément aux dispositions de l'article 206, 3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 21 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur **Denis GARCIA**, associé unique, est expressément habilité à accomplir les actes et à prendre les engagements suivants :

- **Conclure** tout acte relatif à la jouissance des locaux où est situé le siège social ;
- **Passer et Signer** au nom et pour le compte de la Société G.D.K, l'ensemble des actes réitératifs des engagements pris par Monsieur GARCIA, avec faculté de substitution, dans le Protocole d'Accord Cadre signé le 03 Octobre 2012 et faire tout le nécessaire en général à la réalisation définitive des opérations projetées, et décrites dans ledit Protocole d'Accord.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur **Denis GARCIA** et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à **LANGEAIS**,
Le **30 Novembre 2012**.
En 4 Exemplaires originaux

Denis GARCIA

Enregistré à : SIE DE TOURS OUEST (ENREGISTREMENT)

Le 30/11/2012 Bordereau n°2012/2 723 Case n°3

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :


Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

La Contrôleuse des finances publiques


Ghislaine CHALUMEAU
Contrôleuse

Ext 12306



ANNEXE

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

- Signature le 03 Octobre 2012 d'un Protocole d'Accord Cadre, Modifié par Avenant du 28 Novembre 2012, portant notamment :

- a. Promesse de transfert d'Une (1) part sociale novée en action de la Société S.C.G. sous sa nouvelle forme de S.A.S. au profit de la SAS SOLANDIS DEVELOPPEMENT, au prix provisoire de DEUX CENT CINQUANTE CINQ EUROS (255 €) ;
- b. Engagement de voter une augmentation de capital de la Société S.C.G. en numéraire, et à souscrire à l'émission des actions nouvelles à hauteur de CENT SOIXANTE CINQ MILLE EUROS (165 000 €), à libérer intégralement à la souscription ;
- c. Promesse unilatérale d'achat de la pleine propriété de la totalité des parts sociales novées en actions de la Société S.C.G., sous sa nouvelle forme de S.A.S. appartenant à la Société SOLANDIS DEVELOPPEMENT ; étant ici précisé d'une part, que la date de levée d'option par le Bénéficiaire de la promesse est ouverte et valable au plus tôt du 1^{er} Janvier 2021 jusqu'au 31 Mars 2021, date à laquelle devra intervenir au plus tard la levée d'option par le Bénéficiaire, faute de quoi elle sera caduque et d'autre part, que le prix de cession des actions sera payable comptant et déterminé d'un commun accord entre les parties ;
- d. Promesse unilatérale de vente à la Société AMIDIS ET CIE, de la pleine propriété de la totalité des parts sociales novées en actions de la Société S.C.G., sous sa nouvelle forme de S.A.S. appartenant à Mr GARCIA et désormais à son substitué, la Société G.D.K. ; étant ici précisé d'une part, que la date de levée d'option par le Bénéficiaire de la promesse est ouverte et valable au plus tôt du 30 Juin 2021 jusqu'au 30 Septembre 2021, date à laquelle devra intervenir au plus tard la levée d'option par le Bénéficiaire, faute de quoi elle sera caduque et d'autre part, que le prix de cession des actions sera payable comptant et déterminé d'un commun accord entre les parties ;

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Denis GARCIA

« Lu et approuvé »

Lu et approuvé

